

Belgique : un paysage politique peu réjouissant, mais de nouvelles perspectives pour la gauche radicale

mercredi 22 janvier 2014, par [TANURO Daniel](#) (Date de rédaction antérieure : 16 janvier 2014).

Le 25 mai prochain, les Belges voteront non seulement pour le Parlement européen mais aussi pour le Parlement fédéral et les Parlements régionaux. Il s'agit d'élections très importantes, dominées par le match entre le Parti socialiste francophone et la NVA flamande...

Face à la formation libéral-nationaliste de Bart De Wever, la social-démocratie prétend mener une politique du « moindre mal » pour sauver l'unité du pays et la sécurité sociale. En réalité, le gouvernement dirigé par Elio Di Rupo mène une politique néolibérale brutale pour faire peser sur le monde du travail le poids des 21 milliards engloutis après 2008 dans le sauvetage des banques.

Le programme de l'austérité

Depuis sa formation fin 2011, le gouvernement s'est notamment attaqué au régime des préretraites, il a bloqué les salaires pour plusieurs années et a argué de l'égalité des statuts entre employés et ouvriers pour imposer un grave recul à la majorité des travailleurEs. Du fait des mesures contre l'assurance chômage, 55 000 sans-emploi (en grande majorité des femmes) seront prochainement excluEs du bénéfice des allocations.

Face à une NVA hégémonique en Flandre, le PS donne le maximum de gages aux partis sociaux-chrétiens et libéraux de la droite traditionnelle flamande. Ceci se traduit notamment par son soutien sans faille à la stigmatisation/répression de la jeunesse (les sanctions administratives communales pour « incivilités » permettent aux municipalités d'infliger de lourdes amendes sous différents prétextes) et à une « politique d'asile » qui se distingue surtout par l'énergie avec laquelle elle piétine le droit à l'asile.

Les directions des deux grands syndicats ont été incapables de développer une alternative à cette politique désastreuse. Elles ont certes protesté contre certaines mesures et organisé des journées d'action... mais sans plan, sans programme clair et sans réelle volonté d'aboutir. En fin de compte, elles ont ainsi semé le désarroi et un dangereux sentiment d'impuissance, non seulement face au gouvernement mais aussi face aux patrons qui massacrent l'emploi.

Du nouveau dans la gauche radicale

Dans ce paysage peu réjouissant, deux éléments positifs sont toutefois à mentionner.

Le premier est l'appel lancé par la régionale de Charleroi de la FGTB. Le 1^{er} mai 2012, par la voix de son secrétaire Daniel Piron, cette importante régionale du syndicat socialiste (102 000 affiliéEs) rompaît publiquement avec le PS et appelait au rassemblement des forces dans la perspective d'une alternative politique anticapitaliste. Depuis lors, ces syndicalistes ont multiplié les initiatives (parfois

en collaboration avec la centrale nationale des employés de la CSC) et édité deux brochures remarquables, l'une pour expliquer leur démarche, l'autre pour proposer un plan d'urgence anticapitaliste.

Le second élément est le début de percée électorale et médiatique du Parti du travail de Belgique (PTB). Lors des élections municipales et provinciales d'octobre 2012, le PTB a conquis plus de 50 sièges dans les principales agglomérations du pays, en Flandre, en Wallonie et à Bruxelles. Depuis lors, il est omniprésent dans les médias et enregistre une vague d'adhésions. Dans les circonscriptions d'Anvers et de Liège, le PTB approche le seuil des 5 % qui lui permettrait d'envoyer des représentants au Parlement fédéral.

Il peut sembler étrange qu'un parti connu jadis pour son maostalinisme outrancier et ses zig-zag politiques innombrables apparaisse comme l'alternative au social-libéralisme. C'est pourtant la réalité, de sorte que la gauche est confrontée au choix : soit s'appuyer sur le début de politisation de la gauche syndicale pour amener le PTB à accentuer son ouverture entamée en 2008... soit faire le jeu de la social-démocratie et de l'establishment en général, en considérant que pas d'élus de gauche vaut mieux qu'un élu PTB.

Au terme d'un débat interne qui a duré près d'un an, la LCR a opté à la quasi-unanimité pour la première alternative. Le Parti communiste a fait de même. En voie de constitution autour de l'ex-député vert V. Decroly, la nouvelle formation Vega a opté pour l'autre stratégie. Les formes précises de la collaboration électorale autour du PTB seront rendues publiques prochainement. On pourra alors juger sur pièces si l'accord permet ou non de faire un pas en avant vers le nouveau parti de classe souhaité par des secteurs significatifs du mouvement syndical.

Daniel Tanuro, Bruxelles

P.-S.

* Paru dans Hebdo L'Anticapitaliste (France) - 225 (16/01/2014).